

SOMMAIRE

ÉDITORIAL: *Et Après ?*

L'ÉVÈNEMENT: Radiographie du oui

LE DOSSIER : La préparation de l'avenir

CULTURE : Commentaires de livres récents

Pour recevoir gratuitement LA NATION, adressez nous votre mail à : lanation@wanadoo.fr

NOTRE CITATION :

« Nous ne pouvons connaître avec certitude que le passé, mais sans pouvoir le changer; alors que nous avons liberté et puissance de changer l'avenir, mais sans le connaître ».

(Bertrand de Jouvenel)

ÉDITORIAL

ET APRÈS ?

Avec la victoire du non, le traité constitutionnel de Rome ne s'appliquera pas. La Guadeloupe heureusement échappe à un renforcement de la tutelle administrative et politique qui explique pour l'essentiel l'importance de l'abstention à chaque consultation électorale européenne. En réalité, la construction européenne est un bel exemple de non adhésion des citoyens à un projet qui ne doit pas grand-chose à la concertation et au débat contradictoire, mais le plus souvent est le résultat de l'allégeance à des idéologies dominantes. Notre peuple de plus en plus est tiraillé entre la révolte et la résignation. La révolte contre des décisions ou des situations qu'il ressent comme des agressions ; la résignation face à des événements qui lui paraissent inaccessibles. Mais malgré ce coup d'arrêt, la situation reste encore inadmissible car contrairement à ce que les textes européens annoncent nous sommes encore régis par des dispositions qui nous imposent une terrible tutelle. La Guadeloupe ne participe pas à l'administration des politiques européennes. Une pensée unique délirante décide qu'une fois pour toute, parce que nous avons des subventions européennes qui n'ont pas servi au développement du pays, il faut nous taire et surtout ne pas débattre. Il faut laisser à l'État français en concertation avec des exécutifs des régions et quelques socio professionnels qui en l'occurrence ne défendent que leurs

intérêts la mission d'administrer les affaires européennes. Au contraire, nous devons prendre en main nos affaires européennes et faire appliquer comme nous le souhaitons les dispositions encore trop restrictives qui nous régissent. Par ailleurs, l'Europe doit nous aider à nous développer. Le développement n'est pas la construction de routes ou le financement de l'assistance sociale. C'est en réalité la combinaison des changements mentaux et sociaux d'un pays et d'un peuple qui les rendent aptes à se diriger lui-même et à faire croître cumulativement et durablement son produit réel. Quand l'argent public sert à construire des équipements dont beaucoup s'écroulent après faute de nécessité réelle alors on peut parler de gaspillage et non de développement. Quand on organise l'ouverture d'un petit pays contre son gré sans les discussions collectives qui s'imposent et en ignorant ses faiblesses et ses peurs, alors on peut parler d'assassinat et de triomphe de l'idéologie contre les véritables réalités. Les Guadeloupéens ne veulent plus de cela. Ils souhaitent dorénavant que les affaires européennes soient administrées en direct avec le peuple et pour le peuple. C'est aussi notre conviction : en toutes circonstances il faut rester libre et éveillé pour défendre avec succès nos affaires. Les nations disaient Talleyrand n'ont pas d'amies, elles n'ont que des intérêts.

JEAN PAUL ELUTHER

L'ÉVÈNEMENT

RADIOGRAPHIE DU OUI GUADELOUPÉEN

33.709 électeurs inscrits en Guadeloupe ont voté **oui** contre **225.152 abstentions**, **6648 blancs ou nuls** et **23.868 non**. Les conservateurs et le clan des élus qui avaient appelé à voter oui subissent une lourde défaite car au pire ils ont été incapable de mobiliser une population qui se méfie de plus en plus des dirigeants. Mais la situation du camp des oui est encore plus grave que ne le laisse à entendre ces chiffres bruts. En effet, les

indications recueillies à la sortie des urnes donnent une radiographie très particulière du oui. **Premier constat** les métropolitains qui rappelons le sont 60.000 en Guadeloupe ont massivement participé au scrutin car ils ont été mobilisé comme leur compatriotes de l'hexagone par l'intensité d'une campagne qu'ils ont pu suivre quotidiennement sur les medias nationaux et l'importance du thème pour leur avenir. Ils représentent près de 30% des

votants. Cet électorat comprend les fonctionnaires de plus en plus nombreux, les militaires et tous ceux qui exercent aujourd'hui des activités économiques dans le secteur privé notamment les métiers liés au tourisme et les chômeurs qui viennent de plus en plus nombreux bénéficier sur place des indemnités de la protection sociale. Ils ont voté oui à 40%. Assez généralement pour des raisons de légitimité ils approuvent la position du Gouvernement car il s'agit toujours outre mer en filigrane d'un vote de confirmation du maintien de la présence française en Guadeloupe. **Deuxième constat** : les autres électeurs qui ont voté oui représentent la classe moyenne de la Guadeloupe. Il s'agit d'un groupement social hétérogène comprenant des fonctionnaires notamment cadres et agents de maîtrise, des professions libérales, des cadres du secteur privé et des professions intermédiaires. Ces catégories sociales ont toujours été sensibles au mirage de l'Europe et généralement se moquent des intérêts guadeloupéens. De plus ils soutiennent toujours les majorités qui dominent les collectivités locales. Il faut dire à cet égard que ce sont les représentants de ce groupe social qui dominent les collectivités locales et notamment la Région et le Département. Ils sont en effet les premiers bénéficiaires de

la plupart des prestations de ces collectivités et notamment les aides aux lycéens et les subventions de la continuité territoriale. Par contre, on constate un rejet du texte européen par les classes populaires (à 66% par les employés et 71% par les ouvriers). La nouveauté vient de ce que le non a cette fois gagné les professions intermédiaires (57%). **Troisième constat** : mais surtout, ce qui frappe, c'est la méfiance manifestée par les Guadeloupéens vis à vis du choix européen qui leur était proposé. On compte 225.152 abstentions et 6648 votes blancs ou nuls. En ajoutant le non ce sont **255.668 électeurs qui ont fait un choix de défiance**. Il faut à cet égard souligner l'importance du nombre de jeunes qui se trouvent dans cette catégorie. Par ailleurs, le premier enjeu pour les partisans du oui chez les métropolitains à 51%, a été "la place de l'Europe dans le monde" suivi par "la place de la France dans l'Europe" (37%). Pour les Guadeloupéens, la préoccupation première a été les subventions européennes. Parmi les motivations du non, le sujet déterminant pour une majorité des électeurs aura été "la situation sociale", citée par 55% d'entre eux. Vient ensuite la place de la Guadeloupe dans l'Union (52%) et "le contenu du texte de la Constitution européenne.

P. NOIRTE

LE DOSSIER

La préparation de l'avenir

La période de programmation est sur le point de se terminer .Le DOCUP avec l'Europe et le contrat de plan état/région arrivent à terme en 2006 .Les préparatifs ont déjà commencé pour que nous puissions nous doter de nouvelles programmations comme toujours dans la discrétion. La situation de notre pays n'est pas bonne. D'une part, sous l'impulsion du libéralisme européen, la planification a disparu du langage gouvernemental. Les tenants du libéralisme ont décidé de laisser au marché le soin de réguler l'activité économique .Les décideurs se contentent simplement de programmer les infrastructures en concertation avec les instances européennes. D'autre part, la décentralisation Raffarin, prenant en compte l'absence de planification dans les collectivités régionales notamment en Guadeloupe a réduit les pouvoirs économiques de Régions : aujourd'hui après avoir rappelé que la politique économique dépend de l'état la loi laisse aux régions qui le souhaitent la mission de faire un schéma de développement qui va s'ajouter aux multiples schémas qui rendent opaques la gestion publique et enrichissent les consultants qui bien entendu ont généralement métropolitains.

Enfin, le bilan de ces procédures de programmation est catastrophique. Si les routes se sont multipliées, par contre, les ressources économiques c'est-à-dire ce qui conditionne la liberté d'un pays et de ses habitants n'a pas sensiblement augmenté .L'écart de développement avec le reste de la France n'a pas varié. La Guadeloupe reste peu développée. Ainsi le taux de croissance est resté insuffisant même si il a été légèrement plus élevé que celui de la France ce qui ne constitue pas à l'évidence une référence .Le nombre de chômeurs est plus élevé qu'au moment du lancement de ces procédures. La balance commerciale est toujours déficitaire. Le besoin de financement des dépenses publiques et des dépenses sociales est toujours aussi élevé d'où l'appel à l'extérieur pour leur financement avec des conséquences dramatiques comme la multiplication des poursuites contre les entreprises et les particuliers pour retard de paiement des cotisations.

Une autre politique s'impose donc afin de mieux utiliser les ressources qui nous sont allouées et dont le versement n'est pas éternel comme le montre les discussions au sein de l'Europe élargie autour des fonds structurels. **Tout d'abord il nous faut élaborer une planification guadeloupéenne.** En effet, la Guadeloupe est un petit pays sous développé qui doit mobiliser toutes ses ressources ainsi que celles qui lui sont allouées par des autorités externes pour réussir son décollage économique et la régulation de son activité économique. Un plan indicatif et comportant à la fois un objectif de croissance et des objectifs sectoriels est indispensable. Laisser le soin au marché d'assurer le développement est erroné. **Ensuite, la priorité doit être à l'accroissement de la richesse économique produite afin de réduire sur les 6 ans à venir l'essentiel de l'écart avec la France** .Il en résulte que l'essentiel des nos ressources doit être mobilisé pour réaliser ce résultat. A cet égard nous pensons que les crédits de l'Europe doivent être réservés aux entreprises et non au financement des équipements publics. **De plus, il nous faut une nouvelle croissance qui selon nous doit être fondée sur trois grands piliers : le tourisme, l'agriculture et les nouvelles technologies de l'information.** Le tourisme doit permettre un accroissement du marché interne par la venue de consommateurs supplémentaires ; l'agriculture doit s'orienter vers la satisfaction du marché interne et les nouvelles technologies doivent nous permettre de travailler chez nous pour d'autres dans de nombreux domaines ou nous pouvons obtenir un avantage concurrentiel. **Enfin, Cet effort doit être mis en œuvre dans la solidarité et avec le souci de réduire les inégalités sociales.** Notre société en effet est de plus en plus inégalitaire. Pendant de nombreuses années la prise en charge des pauvres par la protection sociale a occulté cette situation. Aujourd'hui alors que cette protection est devenue structurelle les structures sociales se sont figées et l'écart entre les groupes sociaux a considérablement augmenté. Les principes fondateurs de notre communauté créé en 1802 par nos ancêtres qui ont tenté de se libérer sans succès contre le joug des français étaient exclusivement fondés sur la dénonciation des inégalités et la nécessité de construire une société de citoyens égaux. La cause profonde des inégalités réside dans une distribution inégale des revenus qu'il nous faut corriger .Le plan de développement doit se donner pour objectif, après concertation pour en déterminer les moyens, de réduire ces inégalités au travers d'une conférence sur les revenus. La Guadeloupe reste trop fragile. Il nous faut dans les six ans la renforcer.

J. CUVELIER

CULTURE

ZOÉ VALDES : LOUVES DE MER ; UNE HABANÉRA A PARIS (Poèmes d'Anthologie) Gallimard - Du Monde Entier 2005

La Cubaine Zoé Valdés revient cette année sur le devant de la scène littéraire avec deux livres : *Louves de mer*, roman de piraterie au féminin, et une anthologie de poèmes intitulée *Une habanera à Paris*. De l'Europe en guerre aux eaux caribéennes où règnent les pirates, *Louves de mer* nous plonge, à la veille du siècle des Lumières, dans la vie aventureuse de deux femmes. La première, Ann Bonny, la plus âgée, apparaît dès les premières lignes du récit dans une tentative de suicide hallucinatoire par noyade dans un tonneau de bière ! Cette dure à cuire, née des amours illégitimes d'un riche Irlandais, est habillée comme un garçon sur les ordres de son géniteur qui redoute la vengeance de son ex-femme, malgré sa fuite en Nouvelle en Nouvelle-Angleterre. Ann y commence d'ailleurs ses méfaits en tuant à l'âge de treize ans leur servante retorse.

Rejetée par son paternel à cause de sa conduite, elle s'engage comme mousse et échoue dans un bordel aux Bahamas, sur l'île de Nouvelle-Providence, la bien nommée. Là, elle épouse à la va vite le pirate James Bonny qu'elle va suivre en mer, travestie en marin. Mais sa vie va changer du tout au tout grâce à la rencontre avec Calicot Jack, un pirate des plus fameux. Séduit par cette femme qui s'habille en homme à bord des bateaux, il l'achète à son mari. La liberté d'Ann est à un prix : en mer, elle est libre et peut rester la maîtresse du capitaine Jack Rackham ; à terre, elle retombe sous la coupe de son mari qui en veut à son héritage. C'est donc en homme qu'Ann Bonny devient Bonn, bras droit de son amant de pirate.

L'autre héroïne de *Louves de mer* est Mary Read, qui, elle aussi, doit prendre les habits de l'autre sexe dès son plus jeune âge, mais pour se substituer à son frère lors de sa mort. Mary devient donc Billy Em Carlton et le restera lors de son entrée dans la marine, jusqu'à épouser un soldat hollandais compagnon de guerre sur le continent. A la mort de ce dernier, elle reprendra la mer, et changera de nom pour devenir Read. Elle rencontre Bonn et Calicot Jack, alias Rackham Le Rouge, à bord du bateau pirate le *Kingston*, où elle peut rivaliser en cruauté et en passes d'armes avec tous les autres pirates.

Zoé Valdés nous fait donc revivre au gré des aventures de ces deux femmes, «louves de mer», les derniers feux de l'âge d'or de la piraterie. Sa langue, inventive et verte, aux épithètes

homériques, transcende cet exercice de style qu'est la composition d'un roman de piraterie. Elle s'y amuse même, et invite à bord, avec beaucoup d'humour, Daniel Defoe, auteur d'une *Histoire générale des plus fameux pirates*, à travers le personnage du capitaine Johnson. Le récit laisse également la part belle à la tendresse et à la sensualité propres à son écriture, que ce soit à travers les amours du trio de pirates Rackham, Bonn et Read, ou encore à travers l'escale cubaine de Bonn, forcée de demeurer à terre le temps de mettre au monde la fille de Calicot Jack.

Le destin croisé de ces femmes, libres comme la mer, légendes de piraterie, se fonde sur un élément central quoique caché : la féminité, dans leur accommodement perpétuel et original avec «cet inéluctable accident, autrement dit la fente entre [leurs] cuisses, le reste chez [elles] relevant davantage d'un garçon que d'une fille». Récompensé en Espagne par le prix Fernando Lara, *Louves de mer* n'est autre qu'une invitation au voyage et à la liberté que ces flibustières ne trouvent qu'embarquées.

Si ses romans sont empreints de la nostalgie de la terre cubaine, il en va de même pour sa poésie. La soixantaine de poèmes composant *Une habanera à Paris* témoignent de cette douce souffrance de la rupture et de l'éloignement, que ce soit d'avec le pays, ou d'avec l'être aimé.

De l'enfance à l'enfantement, en passant par l'avortement, la chasteté, et les pérégrinations géographiques, le verbe valdésien se livre, dans ce recueil, avec toute sa force, pour traduire sentiments et sensations, toujours plus réellement, pour les incarner. La rêverie, l'imaginaire, et l'étrange sont également au rendez-vous, réhabilités, comme dans «Bizareries» :

«Ne refusez pas tout au bizarre,
ne lui faites pas croire qu'il est interdit. (...)
ne soyons pas des simulateurs,
imaginons-le tout nu.»

Les poèmes urbains consacrés à Paris dépeignent la capitale au fil des saisons, mais loin des clichés : la Seine y est certes «manière Monet», mais la ville est «une plaisante mise en scène / où la nature a perdu son pouvoir». En automne, «le temps vous marijuanise» et la mélancolie reprend ses droits, jusqu'à la fuite. L'absence revient toujours, sorte de leitmotiv, pour rappeler l'opposition entre homme et femme. Eros et Thanatos se mêlent pour aboutir à la mélancolie, comme dans «Tristesse érotique» : «et voilà l'amour oh que de tendre mort il renferme». Si l'érotisme est omniprésent, et parfois cru, sa raison d'être reste l'amour, selon l'aveu concluant «Chasteté, chasteté...» :

«je n'ai jamais été chaste
à quoi sert d'être chaste ?
Puisque même avec terreur

tremblant de précautions

Nous aimer est tout ce qui nous reste.»

Variés dans leur forme, ces poèmes sont empreints d'humour et de dérision, jusqu'à devenir pour certains des jeux stylistiques où Zoé Valdés se dégage des contraintes formelles et syntaxiques, un peu à la manière des adeptes de l'Oulipo. Mais, au-delà des clins d'œil savants, ce florilège des thèmes chers à la cubaine, pourrait bien être son art poétique, lui qui se clôt dans le poème «Yalodde», autre nom d'Oshún, sainte symbole de féminité, maternité et de l'imagination, par l'invocation :

«Ecoute-moi Oshún

Je hisse mes mots vers toi

Ils sont ma damnation

Ma liberté».

AUTRES LIVRES

Nous vous signalons :

Le livre en ligne de **Jean Paul Eluther « SERVIR LA GUADELOUPE »** qui présente une analyse de la Guadeloupe en ce début de siècle de mondialisation et d'intégration.

Nous vous signalons plusieurs livres et documents sur la période de 1802 en Guadeloupe et notamment le livre de **Jacques Adelaïde-Merlande : DELGRES OU LA GUADELOUPE EN 1802 (Karthala) ; de Roland Anduse : IGNACE , LE PREMIER REBELLE ; et la brochure du COMITE INTERNATIONAL DES PEUPLES NOIRS : LA GUERRE DE GUADELOUPE ET LA REVOLUTION ANTI ESCLAVAGISTE .**

E. RETULE

HUMOUR

Chirac "prend acte" et promet "une impulsion forte" ...



LISEZ ET FAITES LIRE LA NATION.

SUIVEZ L'ACTIVITE DE LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE EN VOUS RENDANT SUR SON SITE INTERNET(<http://guadeloupeconvention.typepad.com>) OU EN TELEPHONANT AU : 0690488641

POUR DONNER UNE NOUVELLE CHANCE À LA GUADELOUPE, REJOINDRE UN PARTI ATTACHÉ AUX PRINCIPES DE LA DÉMOCRATIE ET DÉTERMINÉ À DÉFENDRE EN TOUTES CIRCONSTANCES LA GUADELOUPE , ADHÉRER A LA CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE, EN LIGNE OU EN NOUS ÉCRIVANT AU 22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC OU PAR MEL (guadeloupeconvention@wanadoo.fr)